

global de plus de 40 millions réuni pour aider les victimes de longue date de l'occupation sud-africaine en Namibie à rentrer dans leurs foyers après une absence qui, dans certains cas, dure depuis 30 ans. Il faudra à cet égard veiller à rassurer les rapatriés et les autres Namibiens qui craignent d'être l'objet de manoeuvres d'intimidation.

Le plan des Nations Unies, prévoyait par ailleurs la libération, début juin, de quelque 280 présumés détenus politiques aux mains de l'administration sud-africaine et de la SWAPO en Angola et en Zambie. Le Canada - auquel se sont jointes l'Australie, la Nouvelle-Zélande et la Norvège- a pris l'initiative d'effectuer une série de démarches diplomatiques vers la fin du mois de mai, engageant vivement l'Afrique du Sud et la SWAPO à libérer tous les détenus et demandant à l'Angola, à la Zambie et au Zimbabwe d'exercer leurs bons offices dans cette affaire. Jusqu'à présent, la SWAPO a présenté publiquement environ 200 personnes, dont certaines ont été formellement identifiées comme étant des détenus libérés. De son côté, l'Afrique du Sud n'a pas encore libéré les personnes qu'elle détient, même si elle a autorisé des organismes internationaux à leur rendre visite. Par ailleurs, d'autres personnes manquent encore à l'appel.

Le Canada demande instamment à l'Afrique du Sud et à la SWAPO d'amplifier les mesures déjà prises et de mener à bonne fin le processus amorcé, car un règlement de cette question à l'entière satisfaction des Nations Unies faciliterait considérablement le cheminement de la Namibie vers l'indépendance.